



Pour un Québec libéré du pétrole en 2030

Sommaire exécutif

Le pétrole des prochaines années sera dispendieux, convoité, sujet aux interruptions d'approvisionnement et utilisé à des fins géopolitiques. Le Québec est à la merci des prix internationaux en plus de dépendre de quelques grands fournisseurs dont la production décline, ou encore de la solidité d'une poignée de régimes politiques plus ou moins problématiques. Pour Équiterre, le Québec doit diminuer sa dépendance au pétrole afin de protéger son économie et lutter contre les changements climatiques, tout en augmentant la qualité de vie et la compétitivité.

Ce document vise à faire la démonstration de l'importance stratégique pour le Québec de diminuer sa dépendance au pétrole. La première partie dresse le portrait de la situation mondiale en matière de disponibilité actuelle et future du pétrole, établissant un scénario réaliste de prix de plus en plus élevés et de difficultés d'approvisionnement grandissantes. La deuxième partie situe le Québec dans ce contexte, analyse la provenance de nos importations, notre utilisation de même que le coût de plus en plus important de ces importations sur notre économie. Enfin, la troisième partie propose des chantiers à mettre en oeuvre afin de réduire la dépendance du Québec et en tirer des bénéfices importants.

Situation internationale

Le pétrole est la première source d'énergie au plan mondial. Il s'en consomme aujourd'hui plus de 30 milliards de barils par année, soit quelque 85 millions de barils de pétrole par jour (mbl/j). Il s'en consommera quelque 106 mb/j en 2030 et il faudra découvrir et/ou mettre en exploitation l'équivalent de six fois la production totale actuelle de l'Arabie Saoudite afin de compenser le déclin des champs pétroliers et de combler la hausse de la demande, notamment dans les pays en développement.

Le pétrole est une énergie convoitée et de plus en plus dispendieuse. Sa production se concentre petit à petit dans quelques régions géopolitiques plus ou moins stables. Les scénarios de référence des grandes agences internationales indiquent clairement qu'il n'y a tout simplement pas suffisamment de pétrole bon marché (pétrole conventionnel facile d'accès) sur Terre pour répondre à la croissance de la demande future, ni pour permettre aux pays en développement d'atteindre un niveau de consommation équivalent au nôtre.

Ce contexte fait dire à plusieurs experts que l'ère du pétrole à bon marché est révolue. D'un prix moyen d'un peu moins de 40\$US en 2002, le prix du baril de pétrole brut est passé à 74\$US en 2007, puis à 105\$US en 2008, soit une hausse de 163% en 7 ans. Même dans un contexte de récession mondiale, les prix du pétrole s'élèvent toujours à des niveaux beaucoup plus élevés qu'au tournant de la décennie. Les projections des grandes agences énergétiques mondiales placent le prix moyen du baril de pétrole autour de 90-110\$US à l'horizon 2015, projections jugées conservatrices. À cet égard, le record de 147,50 \$ US le baril atteint en juillet 2008 indiquerait donc un changement profond de l'environnement économique et énergétique mondial.

Au plan environnemental, l'utilisation de pétrole est l'une des sources principales des émissions de gaz à effet de serre qui sont responsables du dérèglement du climat. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime ainsi que l'exploitation et la combustion du pétrole sont responsables de plus de 20% du total mondial des GES. Or, les projections prévoient une augmentation de 26,1 % de la demande mondiale de pétrole entre 2007 et 2030. Équiterre estime donc que tout effort crédible de lutte aux changements climatiques doit incorporer des mesures de diminution absolue de la combustion mondiale de pétrole.

La vulnérabilité du Québec

Équiterre estime que le contexte pétrolier mondial pose un défi de taille à la société québécoise. Comme les autres sociétés nord-américaines, le Québec s'est développé sur un modèle économique de disponibilité du pétrole à bon marché. Cette donnée a changé.

Les Québécois sont de grands consommateurs de pétrole. En 2007, nous en consommons 135 millions de barils. Le pétrole et les produits pétroliers – qui comptent pour 37,7 % de toute l'énergie consommée au Québec, presque autant que l'électricité (39,9%) - soutiennent de larges pans de l'économie. Il est utilisé sous diverses formes (essence, mazout, diesel, propane), principalement comme source d'énergie. Il fait fonctionner le parc automobile et les transports collectifs ainsi que le transport des marchandises. Il sert au chauffage résidentiel, à la production d'énergie d'appoint, au fonctionnement de l'équipement agricole et dans les procédés industriels. Le pétrole sert aussi à des fins non-énergétiques, pour le pavage des routes notamment et comme intrant dans une foule de produits de consommation.

Le pétrole consommé ici est entièrement importé. Les importations de pétrole brut du Québec proviennent de grands fournisseurs traditionnels comme la Norvège et le Royaume-Uni, à partir des champs de la Mer du Nord, aujourd'hui en déclin. Le Québec importe de plus en plus de l'Afrique - plus particulièrement de l'Algérie, de l'Angola et du Nigéria -, des côtes de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse, de même que du Mexique, du Venezuela, de l'Arabie Saoudite, de la Russie et de quelques autres pays.

L'économie québécoise a consommé (hors taxes) environ 13 G\$ de produits pétroliers raffinés en 2007. La part du lion va au secteur des transports (8,6 G \$), notamment pour les automobilistes et les entreprises de camionnage, alors que les commerces (1,6 G \$), les industries (1 G \$), les résidences (880 M \$), l'agriculture (650 M \$) et l'administration publique (135 M \$) se partagent le reste de la facture. En excluant les marges de raffinage, de distribution et de commercialisation, les Québécois ont exporté, au minimum, 10,6 G \$ directement à l'étranger en 2007 pour se procurer du pétrole. Sur la base du prix moyen de 105 \$ US le baril atteint en 2008, Équiterre estime que cette véritable hémorragie de capitaux québécois s'élèvera à près de 15 G \$ au cours des prochaines années.

De plus, l'économie québécoise absorbe sans coussin anti-choc et sans solution de rechange les hausses marquées du prix du pétrole depuis 2002, alors que croît sa vulnérabilité à l'égard de ses fournisseurs et de ses compétiteurs. Équiterre estime qu'une rupture d'approvisionnement, pour un Québec qui ne dispose d'aucune réserve stratégique afin de parer le choc, déclencherait une crise sans précédent.

Diminuer notre vulnérabilité par la mise en œuvre de grands chantiers

Équiterre explore finalement cinq grands chantiers qu'il propose de mettre en œuvre afin de diminuer la dépendance au pétrole, améliorer la compétitivité et la qualité de vie de la société québécoise. Les gains à tirer d'une transformation de l'aménagement du territoire, du transport des personnes, du transport des marchandises, de l'agriculture et du chauffage résidentiel sont ainsi explorés.

Équiterre plaide pour un aménagement urbain qui permette à la majorité des familles québécoises de combler leurs besoins en produits et services essentiels à moins de 500 mètres de leur lieu de résidence. Équiterre propose aussi que d'ici 2030, 80% des Québécois disposent d'une alternative abordable et attrayante à la voiture solo et que les grandes villes québécoises soient reliées par un réseau efficace de trains. Équiterre souhaite également une réduction du kilométrage moyen des aliments disponibles en épicerie à un rayon de 500 km. Équiterre propose également une conversion de 90% des systèmes de chauffage au mazout vers des formes d'énergie renouvelables.

Chacun de ces chantiers fera l'objet d'un document de recherche au cours des deux prochaines années.